



**RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**

Travail-Justice-Solidarité

-----



**NATIONS UNIES**  
**GUINÉE**



**Discours de Madame la Ministre de l'Enseignement  
Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation**

**Dans le cadre du sommet sur la transformation de  
l'éducation**

**19 septembre 2022**

**Monsieur le Président de la Conférence Générale,**  
**Monsieur le Président du Conseil Exécutif,**  
**Madame la Directrice Générale,**  
**Mesdames et Messieurs les Ministres et représentants des gouvernement**  
**Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,**

J'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui, en tant que Cheffe de la Délégation guinéenne, les résultats des journées de consultations nationales sur la transformation de l'éducation en Guinée.

## **I. Etat des lieux du système éducatif guinéen**

Au cours des dernières décennies, la Guinée a accompli de nombreux progrès dans l'amélioration de l'accès, de l'offre et de la qualité de l'éducation et de la formation. A titre indicatif, le taux d'achèvement au primaire est passé de 52% à 58% entre 2017 et 2020. **Dans le cadre du Programme Décennal de l'Education (ProDEG)**, plusieurs infrastructures scolaires et universitaires sont en cours de réalisation afin d'accroître les capacités d'accueil des élèves, apprenants et étudiants. Cependant, notre système est confronté à plusieurs difficultés parmi lesquelles : (i) la nécessité de construire en milieu rural 5.267 salles de classes dont les 895 sont à rénover, 1.523 points d'eau et 1500 blocs de latrines ; (ii) la faiblesse du niveau des élèves de fin de cycle primaire, notamment en lecture et en mathématique ; (iii) la déperdition scolaire de 11% des jeunes âgés de 15 à 24 ans ; et (iv) un ratio élèves/enseignants très élevé au primaire conjugué à un manque d'enseignants qualifiés.

## **II. Perturbations dues à la COVID-19 et mesures urgentes postpandémie**

**Mesdames et Messieurs**, l'avènement de la pandémie de COVID-19 en mars 2021 a remis en cause, ou du moins partiellement, les résultats que l'on pensait déjà acquis il y a moins de trois ans. La fermeture totale des écoles, des instituts et des universités du pays a eu comme conséquence une baisse généralisée des activités de tout le personnel enseignant de notre système éducatif. De plus, les enseignants contractuels du privé ont été les plus affectés avec des pertes de revenu importants sur plusieurs mois. Face à cette situation, une série de mesures ont été prises par les autorités guinéennes dont : (i) la pérennisation et l'élargissement de la zone de couverture de la radio scolaire pour améliorer la participation des élèves aux cours radio et télédiffusés ; (ii) le développement des pistes rurales pour faciliter l'acheminement des supports physiques des cours dans des localités enclavées ; (iii) la poursuite du développement des espaces numériques de travail dans toutes les institutions d'enseignement et de formation ; (iv) la conception de contenus

pédagogiques numériques gratuits ; (v) la formation de psychosociologues scolaire ; et (vi) la formation à la citoyenneté numérique, le bien-être, la vie privée et la sécurité.

Depuis le 5 septembre 2022, la Guinée est dans un élan de refondation tel que prôné par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) à sa tête le Colonel Mamadi Doumbouya, Président de la Transition, Chef de l'État, qui fait du système éducatif l'un des piliers de la refondation de l'État. Dans ce sens, d'autres initiatives en cours permettent de confirmer cet engagement des hautes autorités du pays dont les dernières en date sont : **(i) l'élaboration du document de stratégie du secteur de l'éducation (2023-2025) afin d'améliorer la planification et l'exécution du ProDEG**, et **(ii) la création de l'Agence Nationale pour le Financement de l'Éducation (ANAFE)** qui sera un outil important de notre système éducatif.

### **III. Défis, leviers et recommandations pour une transformation soutenue de l'éducation en Guinée**

**Mesdames et Messieurs**, sur la base des résultats issus des journées de consultations nationales, des défis importants ont été mis en exergue. Il s'agit notamment : (i) de rehausser la part du budget national allouée au système éducatif de 12% en 2022 à 16% en 2025, puis à 20% à l'horizon 2030 ; (ii) d'améliorer la gestion des ressources nationales en mettant l'accent sur la reddition de comptes publics ; (iii) d'accroître les efforts en faveur de la dématérialisation du système d'enseignement en Guinée (comme les Espaces Numériques de Travail – ENT) afin de favoriser la continuité pédagogique en cas de crise similaire au COVID-19 ; (iv) de réviser les curricula à tous les niveaux du système afin de les adapter aux besoins de l'économie nationale ; (v) d'améliorer les conditions de vie des enseignants et de favoriser le recrutement des sortants des ENI et de l'ISSEG ; (vi) de favoriser l'insertion rapide et la prise en charge effective des enseignants juste après leur recrutement.

### **IV. Conclusion**

**Mesdames et Messieurs**, c'est le lieu pour moi de remercier l'UNESCO, à travers ses bureaux hors sièges dont les moyens d'action méritent d'être davantage renforcés par les Etats membres. Mes remerciements vont également à tous les partenaires techniques et financiers-PTF (dont le PME, l'AFD, la BM et les autres agences des Nations unies) dans leurs efforts constants d'appui à la mobilisation des ressources financières pour le système éducatif guinéen.

Certes mon pays la République de Guinée bénéficie déjà de plusieurs appuis, les journées de consultations nationales ont révélé que nous avons encore

besoin davantage de moyens techniques et financiers pour relever les multiples défis de notre système éducatif. Pour finir, le Gouvernement guinéen, par ma voix, réitère son engagement à travailler de concert avec toutes les parties prenantes de son système éducatif pour l'atteinte des objectifs de l'ODD-4 à l'horizon 2030.

Ensemble nous ferons mieux et nous ferons plus !

**Je vous remercie**